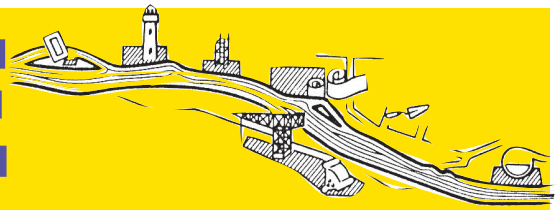
LA TRIBUNE DE LA BASSE-LOIRE



ORGANE DES SYNDICATS CGT ACTIFS, RETRAITÉS, PRIVÉS D'EMPLOI

n°10

Juin 2018

EDITO

Ce que nous coûte le capital ! Et son fléau de l'assistanat du patronat.

Quotidiennement, les médias, les économistes libéraux, la majorité des politiques nous assènent **« leur vérité » et « la nécessaire austérité qui s'impose dans la société » de l'entreprise aux collectivités territoriales et de l'Etat... et dans la vie quotidienne des Français(es), des plus vulnérables en particulier... « La sainte alliance des financiers et des institutions européennes l'exige. » !!**

Nous ne pouvons laisser cet obscurantisme économique et financier manipuler nos consciences de syndiqués(es), de militants(es) et très largement celles des français(es). C'EST DANS CE SENS QUE L'UNION LOCALE DE LA BASSE-LOIRE, A REALISÉ CE JOURNAL (en 2017 et mis à jour en juin 2018). POUR APPORTER DE LA LUMIERE CONTRE l'obscurantisme.

« La France est surendettée » entendons nous en permanence et le président Macron s'y appuie pour mener ses politiques destructives sociales, industrielles, économiques, démocratiques... **CETTE FAMEUSE DETTE PUBLIQUE, LA CGT S'EN EXPLIQUE ET DEMONTE LES MENSONGES AUTOUR DE CELLE-CI** (en page 3).

Depuis plus de cinquante ans est née cette dette... qui s'aggrave en permanence. La CGT en démontre les mécanismes fondamentaux au travers de la fiscalité fabriquée par les gouvernements successifs au bénéfice exclusif du patronat et en particulier du **GRAND PATRONAT ET DU CAC 40, son bras armé !!**

« C'EST UN VERITABLE FLEAU QUE L'ASSISTANAT DU PATRONAT ».

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) (plus de 80 milliards depuis 2013), zones franches, pacte de responsabilité, exonération de la taxe foncière et transformation de la taxe professionnelle en CET (contribution économique territoriale) ces deux taxes amputant fortement les moyens financiers des collectivités territoriales et des communes en particulier, baisse des dotations de l'Etat pour celles-ci : fragilisant fortement la réponse aux besoins des populations. Facilités comptables, niches fiscales et sociales et allègements en tous genres (270 milliards en 2017) : au fil des décennies les pouvoirs publics ont taillé un environnement fiscal et réglementaire **sur mesure pour le patronat, sans aucune contrepartie sur l'emploi et sur les salaires, (amputant en permanence les cotisations sociales de la protection sociale dans son ensemble). ET NE PAS OUBLIER LA FRAUDE FISCALE (80 milliards/an), L'EVASION FISCALE COLLOSALE, etc.**

L'ETAT-PROVIDENCE FONCTIONNE DONC TRES BIEN... POUR LES ENTREPRISES. LEURS DIVIDENDES ONT EXPLOSEES POUR LES ACTIONNAIRES DEPUIS 30 ANS AU DETRIMENT DU TRAVAIL. TOUJOURS PLUS ET CES ATTAQUES FRONTALES CONTRE LES RETRAITES(es) ET LES DROITS DES PRIVES D'EMPLOI.

Les enjeux de société relèvent de l'intervention consciente du plus grand nombre, dont l'intérêt est de ne pas se laisser abuser par les discours dominants et dans ce combat idéologique, la CGT EST LA SEULE ORGANISATION QUI S'Y OPPOSE VRAIMENT, mais son efficacité dépend de toutes ses forces organisées.

ET SI ON SE BATTAIT CONTRE CE FLEAU DE L'ASSISTANAT DU PATRONAT ??? POUR CHANGER LA VIE ET REFLECHIR COLLECTIVEMENT, POUR CONSTRUIRE UNE AUTRE PERSPECTIVE SOCIETALE !!!

Rémy TROADEC

Seul un service public peut permettre la reconquête industrielle et répondre aux besoins sociaux et environnementaux

Union Locale CGT Basse-Loire - Place des Douze Femmes en Colère - Tour à Plomb - 44220 COUËRON - Tél. : 06 99 81 21 23 - ulcgtbasseloire@gmail.com
(La Montagne - St-Jean de Boiseau - Le Pellerin - Rouans - Cheix-en-Retz - Indre - Couëron - Le Temple - Mallville - Cordemais - St-Etienne de Montluc)

OUI L'ARGENT EXISTE... L'ÉCONOMIE C'EST DE LA POLITIQUE !

Ce ne sont pas les économistes, ni la Finance qui fixent les règles du fonctionnement du capitalisme, ce sont les hommes politiques ? Ce sont eux qui ont permis à la finance de devenir aussi hégémonique qu'elle l'est aujourd'hui. Ce sont eux qui remettent en cause notre modèle social, permettant à des intérêts privés de conquérir de nouveaux marchés (santé, retraites, Services publics…), qui remettent en cause le pouvoir d'achat des salariés et des pensions des retraités, l'indemnisation des privés d'emploi…

La crise du système capitaliste dans sa phase actuelle, trouve ses origines dans l'exigence de rentabilité financière du capital et une gestion de l'économie favorable à ce dernier. Elle se caractérise par une financiarisation sans pareil et une marchandisation dominante dans tous les domaines nécessaire à la vie : économiques et sociaux. Une mise en concurrence exacerbée dans le monde du travail. La persistance d'un chômage de masse et une précarité galopante. Une dégradation constante du rôle, de la place, des conditions et du sens du travail, générant un recul sans précédent des droits du travail et des garanties collectives des salariés. La loi travail qui se met en ordre de marche en étant une étape.

Le partage de la richesse, appelé en terme économique « la valeur ajoutée » recule depuis plus de 30 années en faveur du capital.

	LE TRAVAIL les salaires, les cotisations sociales (sécurité sociale, retraites, familles…)	**LE CAPITAL** les entreprises, leurs placements financiers, les actionnaires…
1983	66,6%	33,4%
2015	55%	45%

10% de plus pour le capital en 30 ans

LA RICHESSE PRODUITE EN FRANCE EN 2017 EST DE 2250 MILLIARDS D'EUROS.

Elle est le résultat des richesses produite par le TRAVAIL dans les 3,6 millions d'entreprises (hors agriculture). C'est l'addition de toutes les valeurs ajoutées produites dans ces d'entreprises : appelé économiquement le PIB (Produit intérieur brut).

Ce hold-up du capital sur le travail, représente donc 10%, ce qui équivaut en 2015 à 220 milliards d'euros en faveur des actionnaires, des revenus et des placements financiers des entreprises. **Au détriment des salaires et du financement de la protection sociale dans son ensemble.** Selon les comptes de la nation de 2015, il existe « 313,7 milliards d'euros de revenus financiers des entreprises et des banques ». Quant aux actionnaires, leurs dividendes ont été multipliés par 5 en 30 ans… Aujourd'hui, un salarié donne en moyenne 45 jours de son travail aux actionnaires de son entreprise chaque année, contre 10 jours en 1981. La France est le troisième pays européen où l'on distribue le plus de dividendes aux actionnaires, ce qui constitue un recul permanent des salaires, du financement de la sécurité sociale, des retraites, de pôle-emploi… et des investissements productifs et de la recherche/développement.

L'intervention dans la gestion des entreprises, en utilisant les droits des comités d'entreprises, est nécessaire pour combattre toutes ces politiques financières des entreprises et des groupes multinationaux... démontrer qu'une autre gestion est possible.

LA DETTE PUBLIQUE ET SON ÉVOLUTION DE 1978 À 2017

1978 : 100 milliards d'euros... 2016 : 2 160 milliards. (97,6% du PIB)

Depuis cette période et particulièrement depuis 30 ans les politiques fiscales imposées par tous les gouvernements n'ont favorisé que le capital et une minorité de la population française... Mais la majorité n'est pas oubliée dans la fiscalité nationale !!!!!

DETTE PUBLIQUE LE « MAL » de notre société ? prétexte et fer de lance de L'AUSTÉRITÉ.

LES CAUSES DE CETTE DETTE :

1) **Les cadeaux au capital et aux riches** qui en sont les artisans et qui luttent pour conserver leurs privilèges et leur modèle de société, la grande majorité des politiques en étant les garants et le quinquennat de François Hollande en est la continuité.

2) **Les banques** qui ont perçues entre 1974 et 2015 1400 milliards d'euros d'intérêts.

L'origine de la dette publique est le résultat des budgets de l'État en déséquilibre permanent depuis des décennies, exemple les trois dernières années :

	DÉPENSES	RECETTES	DÉFICIT
2015	**372,9 milliards**	**292,6 milliards**	**80,30**
2016	**374,8 milliards**	**301,7 milliards**	**73,1**
2017	**381,7 milliards**	**307 milliards**	**74,7**

LES CAUSES DE CE DÉFICIT 2017 :

UNE FISCALITÉ AU SERVICE DES ENTREPRISES : En 2016 l'État a emprunté 187 milliards aux banques pour faire face aux cadeaux fiscaux et sociaux accordés aux entreprises, aux fraudeurs, rembourser les emprunts et les intérêts.

1) **Les recettes du budget de l'État sont amputées des sommes suivantes :**
   - **Fraudes fiscales** : 80 milliards...
   - **Fraude à la TVA** : 30 milliards (source Bruxelles)
   - **L'impôt sur les sociétés** (IS : la loi 30% de leurs profits nets) estimé par la cour des comptes à 70 milliards et qui profite surtout aux entreprises du CAC 40, imposées en moyenne à 8%. Tandis que les autres le sont en moyenne à 22%. **En France 1,8 millions d'entreprises sont soumises à l'impôt sur les sociétés, alors qu'il y en a 3,6 millions** (hors agriculture). Il n'y a eu que 47 633 contrôles fiscaux dans les entreprises en 2012... Faute de moyens humains dans les services fiscaux du ministère de la finance à tous les niveaux du Pays.

   Ces trois données fiscales, est la modique somme « de 180 milliards », qui manque au budget de l'État : en réalité l'excédent budgétaire est de (180 - 74,7 = 105,3 milliards)

2) **Les dépenses du budget de l'État :**
   - **Intérêts de la dette :** 41,8 milliards,
   - **le CICE** (crédit impôt/compétitivité emploi) : 20 milliards,
   - **le Pacte de Responsabilité :** 40 milliards,

À cela il faut rajouter **les niches fiscales et sociales** de 270 milliards, même si certaines sont utiles économiquement et socialement... selon le syndicat CGT de la finance, l'état pourrait en récupérer au minimum 50 milliards, si les moyens humains étaient réels à Bercy et dans cette administration nationale. (-20% d'agents à Bercy en 10 ans).

EN 10 ANS LA FRAUDE FISCALE 600 MILLIARDS ET L'ÉVASION FISCALE 500 MILLIARDS

ALORS ARRÊTONS DE DIABOLISER LA DETTE PUBLIQUE...

LA CGT PROPOSE ET EXIGE UNE VÉRITABLE POLITIQUE FISCALE ET DE JUSTICE SOCIALE.

ET L'ARGENT N'EXISTE TOUJOURS PAS ??

SÉCURITÉ SOCIALE :
UN VOL MANIFESTE DU MEDEF ET DE L'ÉTAT. LA SANTÉ ENTRE RACKET ET BIEN PUBLIC

Il leur est insupportable que la France puisse avoir une protection sociale, issue du conseil national de la résistance (CNR) de 1945, novatrice et progressiste et celle-ci dans des conditions dramatiques après la guerre de 1939/1945, notre Pays dans une situation économique très difficile… et en 2017 cela ne serait plus possible de la financer **dans un pays de plus en plus riche ?**

Depuis des décennies de budget en budget, l'accès à la santé devient de plus en plus inaccessible pour des millions de français et de familles et notamment dans des domaines aussi essentiels que les prothèses et les soins dentaires, l'optique et les soins de haut niveaux, les appareils auditifs… Et les dépassements d'honoraires… Sans oublier les réformes hospitalières qui aggravent cet accès et qui vont s'accélérer avec notamment le projet du nouveau CHU sur l'île de Nantes dans 10 ans ! avec l'ambulatoire dominant.

LA CGT RAPPELLE QUELQUES ARGUMENTS CONCERNANT LE BUDGET 2017 :

RECETTES : 379,5 milliards d'euros…
DÉPENSES : 379,9 milliards d'euros.

Mais ce quasi équilibre en 2017 s'accompagne de restrictions continuent sur la santé (voir aussi ci-dessus), déremboursements de médicaments et leurs franchises, les franchises des actes médicaux, chirurgicaux. Cet équilibre se retrouve dans les branches suivantes :

En 2017 trois branches du régime général sur quatre sont à l'équilibre, mais à quel prix :

1) **Branche vieillesse** (plus de 6 milliards d'économies) « mais les pensions de retraites » n'ont pas été revalorisées depuis quatre ans.
2) **Branche maladie** et son plan d'économies de 17 milliards de 2013 à 2017.
3) **Branche famille**, près de 3,5 milliards d'économies en 2017 sur le dos des familles et des cadeaux sans précédent sur la cotisation aux entreprises…

CETTE SITUATION POSE LA QUESTION DES RECETTES DE LA SÉCU ET LES CADEAUX SOCIAUX AU PATRONAT À PARTIR DE LA CRÉATION DE RICHESSES ET SON PARTAGE.

- 30 milliards d'**exonérations de cotisations** et notamment sur les salaires de 2,6 fois le SMIC, il faut rajouter 6,2 milliards dans le cadre du pacte de responsabilité.
- 20 à 25 milliards de **fraudes patronales** : (source : cours des comptes)
- **L'État qui ne reverse pas ou peu** (tabac, alcool, industries polluantes, etc…)
- **Un chômage massif** et des privés d'emploi qui ne cotisent pas… **des salaires en berne** et notamment le SMIC. Entre 2009 et 2014 les français ont perdu l'équivalent de 1500 euros par an (selon 60 millions de consommateurs) et qui pèsent dans le financement de la SÉCU.
- Cela passe aussi par une **mise à contribution des revenus financiers du capital, au même taux que le travail**. Selon les comptes de la nation de 2015, il existe 313,7 milliards de revenus financiers des entreprises et des banques. **Leur mise à contribution pourrait dégager 84 milliards d'euros de ressources nouvelles :**
  - 41 milliards pour la maladie (taux 13,6%),
  - 26 milliards pour la retraite (8,3%)
  - 16 milliards pour la famille (5,4%).

Puisse cet argumentaire vous apporter (mais il n'est pas un document !!) **à chacun(e) et collectivement un éclairage et des informations, que vous soyez salarié, privé d'emploi ou retraité… pour votre activité syndicale et votre vie personnelle.**